



De l'argent, il y en a !

Le premier poste des dépenses publiques annuelles (environ 30% des dépenses budgétaires) est constitué « d'aides publiques » aux entreprises mal fléchées, non conditionnées et dont l'efficacité, notamment en matière de lutte contre le chômage, reste à prouver (rapports de la cour des comptes). Pour exemple 160 milliards d'euros ont été alloués aux entreprises en 2019 (30 % des dépenses budgétaires), contre 30 milliards dans les années 90, et la gabegie continue !

Depuis 2017 les impôts ont baissé prioritairement au bénéfice des entreprises et des plus riches :

- 10 milliards par an de baisse des impôts de production,
- 11 milliards par an de baisse de l'impôt sur les sociétés,

– transformation de l'ISF en impôt sur la fortune immobilière, qui coûte 3,5 milliards d'euros par an aux finances publiques,

– création du prélèvement forfaitaire unique, qui bénéficie aux épargnants les plus riches, détenteurs d'intérêts, de dividendes et plus-values.

La fraude et l'évasion fiscales sont estimées à plus de 80 milliards d'euros par an.

La loi de programmation militaire 2024 - 2030 prévoit 413 milliards d'euros de dépenses militaires (soit une augmentation de 40 %) et 60 milliards pour les armes nucléaires.

Une honte, alors même que les dernières projections de la Banque de France indiquent que la population devra supporter une hausse du coût de la vie de 2,8 % en 2024.

Dans le même temps, le gouvernement refuse l'augmentation générale des salaires, et notamment de ceux des fonctionnaires, dont les missions de service public sont pourtant essentielles pour la population et en particulier pour les plus précaires.

Pour l'augmentation de nos salaires et de nos rémunérations !

Alors que l'année 2023 s'est terminée avec une inflation de 4,9 % (dont 11,8 % pour les seuls produits alimentaires), à la DGFIP l'érosion de notre rémunération n'a jamais été aussi flagrante, mettant en difficulté de nombreux agents ...

Loin de répondre sur la question des rémunérations et des conditions de travail, le président de la République a réaffirmé la mise en perspective d'une loi fonction publique visant selon lui à mieux reconnaître le « mérite ». Mais les agent.es ne sont pas dans l'attente d'un prétendu « mérite » synonyme d'arbitraire. Ils exigent une augmentation significative de leurs salaires, reconnaissant l'implication de toutes et tous dans le fonctionnement des services publics que ce gouvernement s'acharne à entraver, démanteler, privatiser.

Ensemble, mettons fin à la spirale de stigmatisation et de dévalorisation de l'ensemble des personnels de la fonction publique et refusons de subir une année blanche en termes de traitement.

Construisons le rapport de force qui nous permette d'ouvrir des négociations Fonction publique sur la base de nos revendications, en revalorisant véritablement le point d'indice avec rattrapage des pertes accumulées et indexation sur l'inflation.

Alors soyons toutes et tous massivement en grève et en mobilisation unitaire le 19 mars 2024 !

fichiers:



[Télécharger tract19mars2024.pdf](#) (704 Ko)

Public: [Infos / actions](#)

[Luttes 2024](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
